



Commune  
de  
Maussane les Alpilles

## ARRÊTÉ

### INTERDICTION DE LA CIRCULATION des véhicules de plus de 3,5T de PTAC, Chemin de Mérigot.

Le Maire de Maussane les Alpilles,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6 ;

Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles R 131-2 ou R 141-3 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 4<sup>ème</sup> partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 et modifiée le 6 novembre 1992 ;

Considérant que le chemin de Mérigot, n'est pas en capacité d'accepter le passage fréquent de véhicules de plus de 3,5 tonnes de PTAC dans des conditions normales de sécurité,

## ARRÊTÉ

**Article 1<sup>er</sup>** : Sauf desserte locale, la circulation de tous les véhicules dont le poids total est supérieur à 3,5 tonnes de PTAC est interdite sur cet ouvrage.

**Article 2** : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - 4<sup>ème</sup> partie - signalisation de prescription, sera mise en place à la charge de la commune de Maussane les Alpilles.

**Article 3** : Les dispositions définies par l'article 1<sup>er</sup> prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue au même article.

**Article 4** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 5** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 6** : La Police Municipale et Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie des Baux de Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7** : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Marseille pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

**Article 8** : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- La Police Municipale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux,
- Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie des Baux de Provence,
- Madame le Chef de Centre des Sapeurs-pompiers de la Vallée des Baux.

Maussane les Alpilles le 30 janvier 2023.

Publication sur le site de la mairie le : 01 février 2023

Le Maire,  
Jean-Christophe CARRÉ



Délai et voie de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille (31, rue Jean-François Leca 13235 MARSEILLE Cedex 2) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.  
Tel : 04 90 51 36 06 - Fax : 04 90 51 36 45 - Email : contact.mairie@maussanelesalpilles.fr

Communauté de Communes  
VALLEE des BAUX-ALPILLES